

Révolutions de couleurs

L'Occident s'ingère à nouveau en Serbie

Les agissements des «ONG» occidentales démasqués

par Thomas Röper*

*(CH-S) L'ampleur des tentatives de déstabilisation menées par les dites ONG occidentales en Serbie est effrayante. Dans l'article ci-dessous, nous documentons l'enquête menée par l'auteur. Mais ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres de la manière dont certaines fondations ainsi que des organisations gouvernementales et non gouvernementales occidentales tentent d'imposer leurs idées politiques dans d'autres pays, en dépit des procédures démocratiques. Le fait que la Suisse soit également impliquée dans de tels projets en Serbie, dans le sillage de l'USAID et de l'UE, est actuellement révélé au grand public.***

* * *

La Serbie est en proie des mouvements de révolte. Le gouvernement serbe affirme que ces derniers sont organisés et financés depuis l'étranger. Que se passe-t-il dans cette région et quelles sont les forces motrices?

La Serbie, dirigée par le président Aleksandar Vučić, est depuis longtemps une épine dans le pied de l'Occident. Les Serbes se sentent traditionnellement liés à la Russie et aux Russes, et Vučić refuse obstinément de participer à la politique anti-russe de l'Occident. Avant de nous pencher sur la question de savoir qui orchestre les troubles actuels et quelle a été cette fois-ci l'étincelle qui a mis le feu aux poudres, jetons un coup d'œil sur les tentatives de l'Occident de ces dernières années d'agir contre le gouvernement serbe.

La lutte de l'Occident contre Vučić

Le Kosovo, qui fait l'objet de controverses, est un levier pour agir contre le gouvernement serbe. Le

fragile statu quo a été fixé dans ledit *Accord de Bruxelles*, mais le gouvernement kosovar continue de violer l'autonomie de la minorité serbe au Kosovo, pourtant réglementée dans l'accord, sans que l'UE, sous l'égide de laquelle l'accord a été négocié, ne fasse quoi que ce soit.

Fin mai 2019, le gouvernement kosovar a violé l'accord¹ et a fait entrer des forces spéciales dans les zones d'autonomie serbe, bien que cela soit expressément interdit par l'accord. L'UE a gardé le silence. Cela s'est répété en 2021² et 2022,³ et a mené la région au bord d'une nouvelle guerre, l'UE et l'Occident soutenant le Kosovo et ignorant les violations de l'accord.

De telles provocations mettent le président serbe Vučić et son gouvernement en difficulté sur le plan de la politique intérieure, car la majorité des Serbes ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo et exige du gouvernement serbe qu'il garantisse la protection des Serbes au Kosovo.

L'Occident finance également une opposition pro-occidentale en Serbie, qui a par exemple demandé des élections anticipées en 2023, ce à quoi le gouvernement serbe a même accédé, car il espérait que des élections ramèneraient le calme dans le pays, sur lequel l'Occident exerce une forte pression, surtout depuis le début de l'escalade en Ukraine, pour qu'il rejoigne le front anti-russe.

Les élections se sont déroulées selon le schéma habituel. L'opposition pro-occidentale a parlé de fraude électorale, évidemment avec le soutien de l'Occident. Il y a eu des manifestations et, comme sur le Maïdan, des tentatives d'occupation de bâtiments publics.⁴

En été 2024, des entreprises occidentales ont conclu des contrats pour l'extraction de lithium dans la région de Jadarit. En juillet 2024, une dé-

* Thomas Röper, né en 1971, a occupé des postes de direction et de conseil de surveillance dans des entreprises de services financiers en Europe de l'Est et en Russie en tant qu'expert de l'Europe de l'Est. Il vit aujourd'hui à Saint-Petersbourg, sa ville d'adoption. Il vit en Russie depuis plus de 15 ans et parle couramment le

russe. Son travail critique sur les médias se concentre sur l'image (médiatique) de la Russie en Allemagne, la critique des reportages des médias occidentaux en général et les questions (géo)politiques et économiques.

** Cf. «Die Weltwoche». N° 9. Philipp Gut. *Opération «changement de régime»*, p. 32–33, 27 février 2025

légation de l'UE dirigée par le chancelier allemand *Olaf Scholz* s'était rendue en Serbie afin de préparer le «deal». Il s'agit d'extraire 58 000 tonnes de lithium par an, ce qui représenterait 17% du marché européen du lithium.⁵

Le président serbe Vučić espère que cela attirera des investissements étrangers à hauteur de six milliards de dollars, ce qui représenterait le plus gros investissement étranger de l'histoire de la Serbie et une somme considérable pour ce petit pays pas très riche qui compte environ 6,6 millions d'habitants.

Mais le projet a également suscité des protestations, car les habitants de la région concernée mettent en garde contre les dommages environnementaux causés par l'extraction du lithium. En août 2024, la situation a atteint son paroxysme,⁶ lorsque des manifestants ont une nouvelle fois exigé la démission du gouvernement serbe et bloqué les rues de Belgrade.

Pour l'UE, c'était une situation gagnant-gagnant, car d'une part, elle s'était assurée d'importants gisements de lithium, et d'autre part, des ONG qu'elle finançait alimentaient les protestations contre l'extraction de lithium dans l'espoir de renverser le gouvernement serbe, ce que Vučić a commenté en ces termes:

«Ils me prennent pour un idiot, car ils ne voient pas à quel point ils restent «silencieux» en Occident, alors qu'ils auraient dû se réjouir de l'ouverture des mines. Non, certaines personnes pensaient pouvoir faire d'une pierre deux coups: premièrement, se débarrasser de Vučić, et deuxièmement, se réserver le droit de prendre des décisions concernant Jadarit.»⁷

Les manifestations actuelles

Le 1^{er} novembre, l'auvent de la gare de Novi Sad, qui venait d'être restauré, s'est effondré, faisant 15 morts. Immédiatement après, des manifestations contre le gouvernement ont repris, cette fois-ci pour dénoncer la corruption.⁸ Selon les médias, l'auvent était la seule partie du bâtiment qui n'avait pas été restaurée.

Les manifestants ont exigé que les coupables soient punis et ont par la suite formulé quatre revendications:

la démission du Premier ministre *Miloš Vučević* et du maire de Novi Sad, la divulgation d'éventuels accords secrets en rapport avec la restauration de la gare, l'arrestation immédiate de tous les responsables, la libération de toutes les personnes arrêtées lors des précédentes manifestations et le contrôle de tous les projets d'infra-

structure construits au cours des dernières décennies.

Le 28 janvier 2025, le Premier ministre serbe a accédé à la demande des manifestants et a annoncé sa démission. Les médias occidentaux, comme le «*Spiegel*», ont mentionné le fait que le Premier ministre a déclaré que les manifestations étaient contrôlées depuis l'étranger, et dans le meilleur des cas, uniquement en marge.⁹

Le président Vučić l'a également déclaré le 1^{er} février:

«Il n'est pas facile de gouverner un pays tout en prenant des décisions de manière indépendante et responsable. J'ai souvent dit que si l'on n'obéit pas aux ordres des puissances étrangères, si l'on veut diriger son pays librement, si l'on prend soi-même des décisions dans l'intérêt de son peuple et non dans celui des grandes puissances, le moment viendra tôt ou tard où celles-ci feront tout pour nous renverser. Mais le problème n'est pas qu'ils veulent me destituer. Le problème, c'est qu'ils veulent détruire la Serbie. Et ce que nous avons vécu ces derniers mois, c'est une tentative directe des services secrets étrangers de déstabiliser notre pays.»¹⁰

Nous devons donc déterminer s'il s'agit d'une simple affirmation ou si le gouvernement serbe a raison de faire des reproches à l'Occident. Examinons donc les ONG qui soutiennent les manifestations en Serbie, ainsi que ceux qui les financent et les dirigent.

Centre pour le journalisme d'investigation

Le Centre serbe pour le journalisme d'investigation est l'une des ONG qui soutient les manifestations sur son site Internet, sur *Facebook* et sur d'autres réseaux sociaux.¹¹ Sur son site, on peut également découvrir qui finance et par conséquent dirige ce centre soi-disant indépendant.¹²

Ils citent deux organisations. L'une est le *Global Investigative Journalism Network* (GIJN) américain,¹³ dont la longue liste de membres est un véritable «Who is Who» de l'industrie de la propagande occidentale. Il s'agit notamment de *Bellingcat*,¹⁴ *correctiv*,¹⁵ *n-ost*¹⁶ ou encore OCCRP (plus d'informations ci-dessous). Le GIJN est financé par les suspects habituels des fondations oligarchiques américaines,¹⁷ par exemple par *George Soros*, à la fondation duquel le GIJN exprime ses remerciements.

Le deuxième réseau que le centre cite comme partenaire sur son site est l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP). L'OCCRP a été fondé en 2006 pour mettre au jour le crime

organisé et la corruption. Cela semble sérieux, mais regardons qui le finance.

Sans grande surprise, la liste des financiers de l'OCCRP¹⁸ ressemble à un «Who is Who» des fondations transatlantiques et occidentales d'oligarques spécialisées dans les changements de régime et les révolutions colorées. On y trouve entre autres: les ministères des Affaires étrangères britannique, danois et américain, l'USAID, la *National Endowment for Democracy* (NED), la *famille Rockefeller*, le *Sigrid Lausen Trust* et bien sûr l'*Open Society Foundation* de George Soros. J'ai déjà parlé en détail de l'OCCRP dans d'autres contextes.¹⁹

Lorsque le gouvernement serbe accuse le Centre pour le journalisme d'investigation d'être contrôlé par l'Occident, il est donc difficile de nier cette réalité.

KRIK

Une autre ONG serbe qui soutient les manifestations sur son site est KRIK,²⁰ qui se décrit comme le «Crime and Corruption Reporting Network». Sur son site, elle aussi soutient les manifestations contre le gouvernement serbe de toutes ses forces. Sur son site, KRIK cite également l'OCCRP²¹ comme partenaire, ainsi que la *National Endowment for Democracy* (NED), les *Open Society Foundations*, le *Rockefeller Brothers Fund*, *Civil Rights Defenders*, la *Heinrich Böll Stiftung des Verts allemands* et l'UE.

L'USAID est une agence gouvernementale américaine dont la mission officielle est d'ouvrir aux entreprises américaines des marchés et l'accès aux ressources naturelles dans d'autres pays.²² Pour ce faire, l'USAID dispose d'un budget annuel de plusieurs milliards de dollars pour financer des «médias indépendants» qui soutiennent la politique américaine. J'en ai parlé tout à l'heure à propos de l'Ukraine.

Le *National Endowment for Democracy* (NED) est une organisation fondée, financée et dirigée par le gouvernement américain, créée pour organiser des coups d'Etat pro-américains dans d'autres pays.²³ Le fondateur du NED a déclaré dans une interview au début des années 1990 que le NED faisait «ce que la CIA a fait en secret il y a 25 ans»,²⁴ c'est-à-dire organiser des coups d'Etat pro-américains.

En ce qui concerne KRIK, on ne peut guère contester les accusations du gouvernement serbe selon lesquelles l'organisation serait dirigée depuis l'Occident, d'autant plus que KRIK cite explici-

tement USAID et NED, qui sont spécialisés dans l'organisation de coups d'Etat pro-américains.

BIRN

Une autre ONG que le gouvernement serbe accuse de soutenir les manifestations est BIRN, qui se présente comme le «Balkan Investigative Reporting Network» (BIRN). La liste de ses partenaires est très longue et comprend entre autres KRIK, le GIJN, la station de radio ukrainienne *Hromadske*, qui a été créée spécialement pour le Maidan avec des fonds étrangers, *Istinomer* (nous y reviendrons dans un instant), et divers médias occidentaux tels que la BBC ou la chaîne publique américaine *Voice of America*.²⁵

La liste des financiers de BIRN est également très longue et comprend, entre autres, les ambassades britannique, néerlandaise, norvégienne, luxembourgeoise, suédoise et américaine, l'UE, *Freedom House*, la *Fondation Konrad Adenauer*, bien sûr à nouveau le NED et l'USAID, Soros et Rockefeller.²⁶

BIRN est donc aussi une organisation entièrement financée et dirigée par l'Occident.

CRTA

L'ONG suivante qui soutient les manifestations de son côté est CRTA, qui se présente comme le «Center for Research, Transparency and Accountability» (CRTA). Sur son site, CRTA cite comme partenaires, entre autres, la Suède, le Canada, la Grande-Bretagne, Rockefeller et, bien sûr, à nouveau l'USAID et le NED.²⁷

Je me répète, mais CRTA est donc aussi une organisation entièrement financée et dirigée par l'Occident.

Istinomer

L'ONG suivante que le gouvernement serbe accuse de soutenir les manifestations est Istinomer, qui se présente comme un «fact-checker».²⁸ Istinomer ne mentionne que l'UE comme bailleur de fonds sur son site, mais affirme qu'elle ne représente pas nécessairement les positions de l'UE.²⁹

Istinomer cite comme partenaire sur son site le «Réseau européen de vérification des faits» (EFCSN), qui regroupe une longue liste de vérificateurs de faits autoproclamés³⁰ et qui, selon ses propres déclarations, est exclusivement financé par la Commission européenne.³¹

Le deuxième partenaire cité par Istinomer est le programme IFCN de l'*Institut Poynter*, qui se

présente quasiment comme l'organisation faitière mondiale des vérificateurs de faits autoproclamés.³² J'ai souvent parlé de cela et du financement de l'Institut Poynter, qui provient à nouveau des suspects habituels déjà mentionnés. Les détails très intéressants sur qui décide en Occident avec quel argent de ce qui est «réel» et de ce qui est «faux».³³

Au risque de répéter ce que j'ai déjà dit, mais Istinomer est aussi une organisation entièrement financée et dirigée par l'Occident.

Conclusion

La liste des ONG que le gouvernement serbe accuse d'être à l'origine des manifestations en Serbie et de planifier une révolution colorée est longue et suit toujours le même schéma.

C'est le schéma bien connu de l'Occident, qui trompe ainsi l'opinion publique: une multitude d'experts, de blogueurs, d'influenceurs, de médias, d'ONG, etc. se manifestent, tous avec le même avis. Or, l'être humain est ainsi fait qu'il a tendance à se rallier à une majorité aussi évidente et à considérer son discours comme vrai.

Le public n'a pas besoin de savoir que derrière cette multitude se cache en réalité toujours le même nombre très restreint de financiers, composés d'Etats occidentaux, d'ONG et de fondations occidentales.

Le président serbe Vučić a récemment commenté les événements en ces termes:

«J'ai passé trois jours à examiner combien d'argent avait été versé à diverses organisations à but non lucratif dans notre pays – les sommes sont un record. J'ai même suggéré en plaisantant de les utiliser comme investissements directs étrangers.³⁴

D'ailleurs, on peut même le voir aux symboles utilisés, car ils sont pratiquement toujours les mêmes.³⁵ C'est soit un poing fermé, soit, depuis la tentative de coup d'Etat de Guaido au Venezuela, une main ouverte. Voilà comment cela se présente actuellement en Serbie:



Au Venezuela, voici quelques années, le symbole ressemblait à ceci:



Note: Suite aux questions posées dans les commentaires de cet article, à savoir pourquoi la Serbie ne réglemente pas simplement le travail de ces ONG par une loi sur les agents étrangers, comme l'a fait la Géorgie par exemple, ou pourquoi elle ne les interdit pas tout simplement, il est recommandé de jeter un coup d'œil à la carte géographique.

La Géorgie peut se le permettre, la Serbie non. La Serbie est un pays enclavé, encerclé par les pays de l'OTAN et de l'UE, tandis que la Géorgie a un accès à la mer et des pays voisins qui veulent faire du commerce avec elle et ne sont pas mis sous tutelle par la Commission européenne.

La Commission européenne se réjouirait de l'occasion de pouvoir sanctionner la Serbie si elle décidait de prendre des mesures contre ces ONG. Et la Serbie ne pourrait rien y faire, car elle n'a pas d'accès à la mer et serait de facto mise sous blocus par ses voisins de l'UE et de l'OTAN par le biais de sanctions.

Source: <https://anti-spiegel.ru/2025/der-westen-zuendelt-wieder-in-serbien/>, 1^{er} février 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)

- ¹ <https://anti-spiegel.ru/2019/unbeachtet-von-den-deutschen-medien-spitzt-sich-die-lage-im-kosovo-weiter-zu/>
- ² <https://anti-spiegel.ru/2021/wie-in-russland-ueber-die-eskalation-zwischen-dem-kosovo-und-serbien-berichtet-wird/>
- ³ <https://anti-spiegel.ru/2022/die-gruende-fuer-die-eskalation-im-kosovo/>
- ⁴ <https://anti-spiegel.ru/2023/die-versuchte-farbrevolution-in-serbien-und-die-westlichen-medien/>
- ⁵ <https://www.kommersant.ru/doc/6849472>
- ⁶ <https://anti-spiegel.ru/2024/unruhen-und-blockierte-hauptstrassen-in-belgrad/>
- ⁷ <https://ria.ru/20240811/serbiya-1965516881.html>

- ⁸ <https://www.spiegel.de/ausland/serbien-tausende-bei-schweigeprotesten-gegen-staatsfuehrung-a-91de343d-87bd-43c3-b9b6-f906f8b9c756>
- ⁹ <https://www.spiegel.de/ausland/serbien-ministerpraesident-milos-vucevic-tritt-zurueck-a-b7bf7c0d-5fea-4ac6-a926-7fa5e8ec6bee>
- ¹⁰ <https://tass.ru/mezhdunarodnaya-panorama/23029831>
- ¹¹ https://www.facebook.com/cinserbia/about_profile_transparency
- ¹² <https://www.cins.rs/>
- ¹³ <https://gijn.org/membership/gijn-global-network/>
- ¹⁴ <https://anti-spiegel.ru/2022/bellingcat-ein-weiteres-mal-als-instrument-westlicher-geheimdienste-enttarnt/>
- ¹⁵ <https://anti-spiegel.ru/2024/warum-die-kampagne-gegen-rechts-erstens-orchestriert-und-zweitens-verlogen-ist/>
- ¹⁶ <https://anti-spiegel.ru/2021/der-spiegel-meldet-russland-zerstoere-online-medien-was-steckt-dahinter/>
- ¹⁷ <https://gijn.org/about-us/sponsors-and-supporters/>
- ¹⁸ <https://www.occrp.org/en/about-us/who-supports-our-work>
- ¹⁹ <https://anti-spiegel.ru/2022/neue-propaganda-offensive-im-spiegel-teil-1/>
- ²⁰ <https://www.krik.rs/>
- ²¹ <https://www.krik.rs/en/about-us/>
- ²² <https://anti-spiegel.ru/2025/die-von-trump-angeordnete-aussetzung-der-finanzierung-von-programme-im-ausland-zeigt-in-der-ukraine-wirkung/>
- ²³ <https://anti-spiegel.ru/2021/ein-telefonat-zeigt-wie-die-regimechange-spezialisten-der-us-regierung-arbeiten/>
- ²⁴ <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1991/09/22/innocence-abroad-the-new-world-of-spyless-coups/92bb989a-de6e-4bb8-99b9-462c76b59a16/>
- ²⁵ <https://birn.eu.com/about-birn/partners/>
- ²⁶ <https://birn.eu.com/about-birn/donors/>
- ²⁷ <https://crt.rs/en/about-us/>
- ²⁸ <https://www.istinomer.rs/>
- ²⁹ <https://english.istinomer.rs/about/>
- ³⁰ <https://members.efcsn.com/signatories>
- ³¹ <https://efcsn.com/>
- ³² <https://ifcncodeofprinciples.poynter.org/signatories>
- ³³ <https://anti-spiegel.ru/2022/die-macht-des-bill-gates-teil-4-gekaufte-faktenchecker/>
- ³⁴ https://t.me/rtbalkan_ru/3978
- ³⁵ <https://anti-spiegel.com/2020/am-beispiel-der-rassen-unruhen-wie-leicht-proteste-gesteuert-werden-koennen/>